

La construction progressive de la paix, les droits de l'homme et les médias

Il y a une relation très directe entre la notion de guerre ou de paix et celle des droits de l'homme. La guerre est fondée sur l'image de l'ennemi. L'ennemi n'est pas considéré comme quelqu'un que l'on doit respecter. Au contraire, il faut le détruire. Cette contradiction fondamentale entre la notion de l'ennemi et celle de droits de l'homme doit être présente à l'esprit lorsque l'on examine les aspects idéologiques de présentation par les médias des questions de sécurité.

Comme nous le savons, la guerre autorise tout. Elle permet la ruse, la torture, la destruction des populations civiles. Elle autorise les exactions les plus extraordinaires et, en fait, elle les pratique. Tous les décors d'humanisation de la guerre qui ont été montés — telles les conventions de Genève et autres dispositions — n'ont pratiquement rien donné. Des exemples récents de guerres intra-étatiques sous nos yeux — en ex-Yougoslavie, au Rwanda ou ailleurs — démontrent bien que l'humanisation de la guerre est malheureusement une plaisanterie. En dépit de toutes les bonnes volontés, de tous les efforts et de tout le travail qui a été consenti en ce sens, les guerres demeurent incompatibles avec le respect des droits de l'homme.

Les problèmes de sécurité ne sont plus aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a cinquante ou cent ans ou même il y a à peine dix ans. Avant la Première Guerre mondiale, le système de sécurité était fondé sur la défense nationale. Ainsi chaque pays disposait d'une armée pour protéger ses frontières contre les agresseurs éventuels qui étaient généralement les voisins. Tous les pays faisaient des alliances les uns avec les autres, alliances changeantes et variables au demeurant, mais qui leur permettaient, au moins théoriquement, de garantir leur sécurité. Ce système a régné pendant tout le XIXe siècle et s'est maintenu jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Il n'a par ailleurs pas donné d'excellents résultats puisqu'il a provoqué des guerres innombrables et surtout les deux guerres mondiales.

Après 1945 s'est institué un nouveau système de sécurité fondé sur des alliances, désormais fixes et intégrées : l'OTAN d'un côté, le Pacte de Varsovie de l'autre. Ce système, fondé sur l'opposition entre les deux camps et le développement des armes nucléaires, a pratiquement permis d'assurer la paix dans le Nord, mais il a, en revanche, contribué à fomenter des guerres innombrables dans le Sud.

Vers 1987, au moment où la révolution gorbatchévienne commence à donner des résultats en URSS, apparaît un troisième système de sécurité. C'est celui dans lequel nous sommes maintenant. En gros, ce système est fondé, pour tous les pays du Nord, sur les accords signés dans le cadre de ce que l'on appelle la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La CSCE — aujourd'hui l'OSCE — regroupé non pas seulement les pays européens, mais les États-Unis, le Canada et les pays successeurs de l'ex-URSS ce qui fait, au total, cinquante-trois pays. Ceux-ci ont signé à Stockholm, en 1986, les accords sur les mesures de confiance et de sécurité. C'est une appellation assez peu claire qui concerne des mesures de vérification réciproque des appareils militaires. Chaque armée dispose maintenant d'une batterie d'inspecteurs qui peut se rendre dans les pays voisins pour contrôler notamment les dépôts d'armes ; sont prévues, d'autre part, l'assistance réciproque aux manœuvres militaires et la transparence des budgets militaires. Ces règles sont appliquées et prémunissent des risques de guerres interétatiques à l'intérieur de cette communauté de sécurité. En conséquence, l'idée de guerre, à l'intérieur de cette zone, est en train de disparaître.

Or ce système OSCE, que l'on peut appeler une communauté de sécurité, n'est en quelque sorte, sur le plan des relations entre États, que l'extension à l'ensemble des pays industrialisés de ce que la construction européenne à partir des années 50 avait permis d'obtenir : une zone de paix définitive, venant remplacer pour l'Europe occidentale, ce qui avait été pendant mille ans le foyer de toutes les guerres, et notamment des deux guerres mondiales. Aujourd'hui, dans le cadre de l'Union européenne, des guerres entre la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre ou l'Italie

sont devenues impensables. C'est une révolution historique fondamentale que l'OSCE a étendue à cinquante-trois pays.

En revanche, nous assistons aujourd'hui à un développement des conflits intra-étatiques qui se situent essentiellement dans les pays du Sud, ou en tout cas dans les pays pauvres (même s'ils sont inclus dans la zone OSCE). Ces conflits sont devenus désormais des problèmes extrêmement préoccupants et que l'on n'arrive ni à prévenir ni à résoudre. Il s'agit là d'une situation tout à fait différente de celles que nous avons connues dans le passé. Si bien que nous sommes aujourd'hui dans un système de sécurité qui n'est pas de même nature selon que l'on est riche ou pauvre, et qui est extrêmement complexe et difficile à cerner.

Il est donc assez naturel que les médias ne puissent réussir à en exposer la complexité. Mais la présentation qu'ils en font n'est pas seulement simpliste, elle est caricaturale, archaïque, fautive et dangereuse. Les médias se contentent, à quelques exceptions près, de traiter des problèmes de sécurité dans une perspective strictement militariste, c'est-à-dire en exaltant le rôle et la force des armées dans le monde. D'une part, les armées sont présentées comme fortes — le nouveau porte-avions français vient d'être montré sur les écrans entièrement enveloppé du drapeau tricolore — et comme des organisations humanitaires. Le bon légionnaire est devenu le protecteur de l'intervention humanitaire. Les armées sont montrées comme des défenseurs du droit et comme l'instrument indispensable au respect d'un nouvel ordre mondial si cher à l'ex-président Bush et à ses héritiers. Bref, une présentation à la Rambo, grâce à laquelle les forces armées projettent l'image d'entités indispensables, de gens courageux, brillants, vêtus d'uniformes magnifiques, équipés d'armes très sophistiquées et qui rendent des services humanitaires considérables.

Cette présentation est extrêmement dangereuse. Elle est complétée d'ailleurs, par la présentation, par les mêmes médias, de feuilletons du genre Mission impossible, qui exaltent l'espionnage — les cover actions — actions totalement immorales présentées comme des actes absolument héroïques. Nous nous trouvons en pleine obscénité ; il est en effet obscène de présenter aujourd'hui les services de renseignement et les services secrets comme des pépinières de héros. Que subsistent aujourd'hui des services secrets dans le monde qui continuent à faire des opérations illégales et non connues du public est simplement contraire à la démocratie. À cet égard, les opérations qui se sont déroulées récemment au Rwanda paraissent totalement incompréhensibles si on ne sait pas que les interventions des services secrets — et notamment les services secrets français — ont été très importantes dans ce pays. Il est scandaleux qu'il y ait aujourd'hui dans un pays qui se prétend démocratique, comme la France, des agents payés par les gouvernements qui puissent organiser des opérations, favoriser certains partis ou certains politiciens sans que le public soit informé de ce qui se passe et de ce qui se fait. Je crois que nous sommes devant une situation qui doit être dénoncée.

L'exaltation de l'espionnage par les médias est contraire, justement, aux principes qui ont été adoptés dans le cadre de la CSCE : transparence, information réciproque, contrôle mutuel des opérations. Cette vision militariste glorifiante du monde occidental se complète d'ailleurs par ce que l'on pourrait appeler la réduction des conflits intra-étatiques au niveau de rivalités entre sauvages : « S'ils se battent, c'est qu'ils ne sont pas civilisés ». Vision finalement purement raciste qui fait l'économie de l'analyse des causes de ces conflits.

Les conflits intra-étatiques sont dus, pour leur majeure partie, à des problèmes identitaires. Les peuples sous-développés, pauvres, sont confrontés aujourd'hui à des problèmes de perception d'eux-mêmes dont les causes sont faciles à analyser. Les médias, justement, répandent dans le monde sous-développé l'image idéale du modèle occidental. Celui-ci est vendu au titre de modèle parfait. C'est le modèle des riches. Les riches ont des voitures, des télévisions, des maisons de campagne ; ils sont bien habillés et ils achètent. Ils achètent n'importe quoi, mais ils achètent !

Les pauvres sont confrontés constamment avec cette image. C'est ainsi que l'exportation du modèle occidental à des gens qui ne peuvent absolument pas l'atteindre, qui n'en ont pas les moyens, et à qui l'on n'offre ni ces moyens ni aucun espoir d'enrichissement rapide, contraint une grande partie de ces pauvres à rechercher leur dignité dans une identité différente. Ils ne peuvent pas être Occidentaux comme on le leur demande, ou comme on le leur suggère ; il faut donc qu'ils retrouvent une justification identitaire, soit dans les intégrismes religieux, soit dans les valeurs ethniques, soit dans les valeurs nationalistes.

Ce mécanisme engendre la plupart des conflits intra-étatiques. Par exemple en Algérie, aujourd'hui — et dans une grande partie de l'Afrique du Nord d'ailleurs — la grande crainte c'est l'intégrisme. Mais les intégristes n'auraient pas de prise sur ces populations si celles-ci n'étaient pas désespérées, sans avenir et sans aucune chance de sortir de la pauvreté. Par conséquent, c'est bien ce mécanisme qui est en train de jouer. Si, demain, nous avons une véritable guerre civile en Algérie (nous avons déjà une situation assez dramatique), ce sera certainement dû à ces phénomènes.

Or, bien entendu, les médias n'expliquent absolument pas ce phénomène. Autrement dit, nous sommes confrontés, aujourd'hui, à une vision archaïque et militariste de la situation des problèmes de sécurité. Il est pratiquement impossible d'obtenir des médias qu'ils présentent une analyse correcte de la situation actuelle, sauf dans les quelques ateliers où, de temps en temps, il y a des discussions entre intellectuels, qui peuvent parvenir aux oreilles de quelques rares auditeurs.

Cependant qu'on simplifie à outrance et qu'on présente ces conflits intra-étatiques comme des conflits de non-civilisés, on continue à vendre des armes sophistiquées aux parties en conflit. Sur le commerce des armes, silence des médias. Il n'en est question que pour regretter de temps en temps que ce commerce soit en train de se réduire et que les industries nationales qui fabriquent ces armes soient obligées de licencier du personnel. Le commerce des armes devrait être aujourd'hui interdit et la fabrication d'un certain nombre d'armes interdites également. L'on connaît à ce sujet, notamment, les campagnes actuellement menées, entre autres par le CICR et par plusieurs organisations, contre les mines antipersonnelles. Mais sur ce point : silence aussi des médias.

Pour s'opposer à cette présentation archaïque et militariste des problèmes de sécurité, les défenseurs des droits de l'homme ne doivent pas hésiter à utiliser des formules qui puissent frapper les imaginations et qui soient suffisamment vigoureuses pour atteindre l'opinion. Je me permets de résumer ici l'essentiel des thèses qui, si elles étaient soutenues avec suffisamment de force et d'obstination, finiraient peut-être par être entendues.

- Les droits de l'homme ne pourront être respectés que dans une société planétaire d'où la guerre aura disparu. Il faut détruire la notion même d'ennemi, qui est toujours le produit d'un malentendu.
- Il n'est pas vrai qu'il y aura toujours des guerres et il n'est pas nécessaire non plus de préparer la guerre pour avoir la paix.
- La marche vers une société postclausewitzienne, c'est-à-dire dans laquelle la guerre ne sera plus la continuation de la politique par d'autres moyens, est possible. Elle est même déjà avancée : des étapes essentielles dans cette direction — la construction européenne, la CSCE ont rendu l'idée de guerre entre États développés de plus en plus impensable, en tout cas extrêmement archaïque.
- Le commerce des armes est immoral et l'espionnage et les services de renseignements contraires à la démocratie. La fabrication de certains types d'armes, notamment de celles qui continuent de tuer, même après les guerres, ou de celles qui mettent en danger la vie de l'humanité, comme les armes chimiques ou nucléaires est une activité criminelle.
- La construction progressive de la paix doit être résolument poursuivie. Il est parfaitement possible d'étendre à l'ensemble du monde les méthodes et les institutions qui ont réussi à construire la sécurité en Europe et dans la zone CSCE. Il faut tout faire pour éradiquer les causes profondes des conflits intra-étatiques, notamment en affectant les ressources nécessaires à la lutte contre la misère et l'ignorance. Ces ressources existent et elles peuvent être mobilisées pour organiser systématiquement la prévention des futurs conflits.

Cela fait beaucoup d'idées reçues à détruire. Mais c'est seulement à ce prix qu'il sera possible de faire respecter les droits de l'homme.

Maurice Bertrand